

France

Enseignants-chercheurs en colère

lundi 9 mars 2009, par [NPA \(commission écologie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 5 mars 2009).

Nouvelle journée d'action, jeudi 5 mars. L'annonce des décrets sur le statut des enseignants-chercheurs et le nouveau dispositif de formation des enseignants a mis le feu aux poudres.

La colère s'est accumulée depuis des années. Les enseignants-chercheurs ont beaucoup de mal à assurer leur double mission de création et de transmission des connaissances en raison d'un taux élevé d'enseignement (192 heures annualisées). Les perspectives d'embauche dans la recherche des jeunes chercheurs sont peu réjouissantes, avec des contrats courts et des salaires peu attractifs (1,7 Smic après huit ans d'études et deux à trois CDD en tant que chercheur « post-doc » non titulaire).

Les autres personnels de l'université, comme les Biatoss [1], comprennent que le pouvoir discrétionnaire donné aux présidents d'université par la LRU [2] sur les nominations, les carrières, les rémunérations et la nouvelle « prime liée aux fonctions et aux résultats » accroissent les inégalités salariales et donnent des moyens de pression à la direction. Les étudiants voient leurs perspectives d'embauche diminuer et le nouveau dispositif de formation et de recrutement des enseignants (« mastérisation ») engendrera une usine à précaires de l'enseignement. Les contre-réformes sur la recherche visent à démanteler les organismes de recherche, comme le CNRS, l'Inserm ou le Cemagref, pour les transformer en simples agences de moyens, en « Manpower » de la recherche.

Toutes ces contre-réformes sont faites dans un contexte de pénurie de postes et de promesses mensongères du gouvernement. Ainsi les revendications s'élargissent à la question des postes et de la résorption de la précarité chez tous les personnels. De même que le retrait des décrets est un préalable à toute négociation avec le ministère, aucune réforme ne sera acceptable tant qu'elle ne sera pas accompagnée des moyens nécessaires en personnel. Bien qu'elles annoncent un enterrement du décret actuel sur les statuts des enseignants-chercheurs, les dernières annonces de Fillon ne sont que du vent. Le gel des suppressions d'emplois ne porte que sur les quelques postes d'enseignants-chercheurs et rien n'est avancé pour le budget de 2009. De plus, Fillon ne répond pas à la revendication majeure de retrait du nouveau projet de formation et de recrutement des enseignants.

Ne nous trompons pas sur l'objectif de ces réformes. Dans l'enseignement supérieur et la recherche, comme dans le reste de l'Education, dans la fonction publique, dans les services publics comme la Santé, la politique de Sarkozy vise à « réduire les dépenses publiques » ou, plus exactement, à supprimer des postes. Les services publics ne peuvent être soumis à la loi du marché. La justice sociale nécessite l'accès de tous à un service public de qualité. Ce mouvement de l'enseignement supérieur est unitaire. Les personnels et étudiants battent le pavé côte à côte dans les manifestations, réunis sur la question du manque de postes et de la précarité. Pour gagner, il va falloir continuer à construire l'unité avec tous les personnels et étudiants de l'université, mais aussi dans le reste de l'Education nationale.

La commission « université-recherche » du NPA

P.-S.

* Paru dans le numéro 0 de Tout est à nous (NPA Hebdo) du 5 mars 2009.

Notes

[1] Bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers de services et de santé.

[2] Loi relative aux universités.